

# Un “En marche” belge ? “Un fantasme des médias”, selon Gosuin

■ Didier Gosuin (Défi) annonce des mesures de lutte contre le chômage.

■ Le ministre raille l'appel à la recomposition du paysage politique lancé par le président du CDH.

■ Et mise sur ses résultats.

Entretien Mathieu Colleyn

**D**idier Gosuin (Défi) ne s'en cache pas, la conjoncture économique lui est favorable. Mais si le chômage baisse de façon spectaculaire en Région bruxelloise, c'est aussi grâce aux politiques “vertueuses” d'accompagnement qui y sont menées, assure le ministre régional de l'Emploi et de l'Economie. Pour lui, c'est ce type de réponses, concrètes, qui éloignera les populismes. Mais gouvernance d'abord, puisque c'est une marque de fabrique du parti Défi.

**Quel regard portez-vous sur le scandale Publifin? Nethys est une belle réussite économique, non ?**

Oui, mais ce n'est pas pour cela qu'on doit travailler dans des conditions incorrectes. PS, MR et CDH ont une très lourde responsabilité dans cette affaire. Lorsqu'on gère des institutions qui relèvent des pouvoirs publics, il y a une obligation de transparence et d'obéissance aux règles.

**A Bruxelles, pas mal d'annonces ont été faites en matière de gouvernance. Mais où sont les concrétisations ?**

Le gouvernement bruxellois a arrêté un certain nombre de dispositions. Maintenant, la balle est dans le camp du Parlement. Pour ma part, les mesures qui s'imposaient dans ma sphère de compétences ont été prises, à la SRIB notamment.

**Le ministre-Président Rudi Vervoort (PS) évoque une réforme de l'ordonnance de 2006 sur la transparence des rémunérations mais aucun texte n'a été déposé...**

Je vous l'ai dit, ces textes seront déposés ensemble, avec le Parlement.

**L'initiative parlementaire est née du scandale Publifin alors que le gouvernement était censé avancer des propositions. On ne comprend plus très bien...**

Il y a eu télescopage avec Publifin. Le Parlement travaille. Pour notre part, il n'y a pas eu d'effet d'annonce, la réforme sur le nombre d'élus ou le plafonnement des jetons de présence figure dans notre déclaration de politique régionale. Soit bien avant Publifin.

*“Depuis trois ans, on est dans un cercle vertueux: des milliers de Bruxellois ont été mis au travail.”*

**Le gouvernement Vervoort est critiqué en raison d'un certain nombre de nominations dans des parastataux qui semblent profiter au PS. Qu'en dites-vous ?**

Quiconque est dans les conditions de postuler a le droit de le faire, qu'il soit dans un cabinet ou pas. Ensuite la nomination doit être inattaquable. Je suppose que c'est le cas. Je ne suis pas dans le jury. Pour le poste en urbanisme, je constate que tous les candidats étaient étiquetés socialistes.

**Les jurys sont politisés, non ?**

Monsieur, les jurys sont désignés par le gouvernement. Par qui d'autre. Par vous ?

**Ces procédures sont souvent décrites comme “apolitiques” par les responsables.**

Arrêtons de dire des choses qui sont fausses. Je le répète, partout les jurys sont désignés par les exécutifs. Au niveau communal aussi.

**Ce qui frappe à Bruxelles, c'est le grand nombre de personnes désignées dans un parastatal qui sont issues de cabinets ministériels socialistes.**

Lorsqu'on endosse le costume de fonctionnaire, on est tenu au respect des autorités démocratiquement élues. Je traite avec des fonctionnaires qui ne sont pas de ma couleur politique, cela ne me gêne pas car c'est moi le patron.

**Allez-vous vous présenter comme candidat bourgmestre à Auderghem en 2018 ?**

Je suis ministre et je suis bourgmestre empêché. Je compte me présenter comme tête de liste. J'ai mis une relève de jeunes qui ont une parfaite autonomie. Je ne me suis pas battu pendant 40 ans à Auderghem pour ne pas appuyer une transition que j'estime la meilleure.

**Et vous serez également candidat en 2019 aux régionales ?**

Nous verrons bien. Je serai candidat si j'estime que le travail que j'ai fait comme ministre de l'Emploi rencontre les objectifs qu'on s'est assignés à l'égard des électeurs. Pour l'heure, les signaux sont positifs.

**On parle d'un mouvement "En marche" à la belge qui pourrait intéresser Défi. Vous confirmez ?**

C'est un fantasme des médias. Je n'ai jamais entendu parler de tout cela. Les citoyens n'attendent pas des arrangements entre partis politiques. Ce qu'ils veulent, c'est que le monde politique pose de vrais constats et mène une stratégie qui ne soit pas motivée par la haine, le repli sur soi, le protectionnisme, le confédéralisme ou tout ce qui crée des tensions et des peurs. Je veux être positif et parler des problèmes des gens.

**Votre parti affiche pourtant son admiration pour Emmanuel Macron...**

Forcément, Défi a toujours été un parti qui était en marge des partis traditionnels. Nous avons toujours

*"Les citoyens n'attendent pas des arrangements entre partis politiques."*

**Didier Gouin (Défi)**  
Ministre bruxellois de l'Economie et de l'Emploi.

dit que le système partocratique dans lequel nous sommes enfermés depuis des dizaines d'années nous conduit à l'impasse. La préoccupation première des partis traditionnels, c'est l'occupation du pouvoir pour l'occupation du pouvoir.

**Défi n'est pas un parti traditionnel ? Vous avez été en cartel avec les libéraux pendant des années...**

Ce n'est pas parce que nous sommes depuis un certain temps sur l'échiquier politique que nous sommes un parti traditionnel. Un parti traditionnel est un parti qui est en permanence au pouvoir depuis des années comme le PS, le MR ou le CDH. Ce n'est pas notre cas.

**Vous avez pourtant l'air de vous épanouir dans une coalition avec deux partis traditionnels.**

L'important c'est la feuille de route qui nous lie : une déclaration de politique générale assez novatrice, "enfin un souffle" ai-je pu lire. Nous la mènerons jusqu'au bout. On aura des résultats et on rendra compte de ces résultats auprès de l'électeur.

**Bart De Wever vient de livrer sa vision de l'avenir institutionnel du pays. Le mouvement flamand obtient toujours ce qu'il veut, affirme-t-il. Une réaction ?**

Notre discours ne change pas. M. De Wever est rentré dans la bergerie avec la complicité du MR. M. Michel a promis qu'on ne parlerait plus de communautaire. C'est un leurre. On trompe l'électeur, on lui ment. C'est une responsabilité grave d'avoir confié des fonctions régaliennes à des gens dont la mission est de déstructurer l'Etat et les solidarités. Cela pourrait aboutir à des affrontements dont le plus violent serait la création de sous-citoyens à Bruxelles. Il y aurait la Flandre, la Wallonie et des Bruxellois obligés de choisir entre les deux. Cette violence sociale est tellement banalisée qu'on ne s'en offusque même plus. Défi a toujours refusé de négocier avec les nationalistes.

## L'embauche des Bruxellois sera favorisée

**Le taux de chômage à Bruxelles était, au 31 décembre 2016, redescendu à 16,1%. Comment s'explique cette évolution ?**

Le taux d'emploi des Bruxellois, qui est le meilleur indicateur, est également en augmentation. Il était à 54% quand je suis arrivé en 2014. Au dernier trimestre 2016, il était à 57%. Avec cette augmentation, la Région bruxelloise fait le meilleur score et tire le pays.

**Reste que ces taux d'emploi demeurent largement en deçà de la moyenne européenne.**

L'objectif est d'atteindre 70%. Il y a encore du travail. Mais depuis trois ans, on est dans un cercle vertueux, des milliers de Bruxellois ont été mis au travail. Proportionnellement, c'est à Bruxelles que le taux de chômage diminue le plus. Cela veut dire que, certes, il y a l'effet de la conjoncture, mais aussi que l'accompagnement personnalisé des demandeurs d'emploi vers le travail est une politique vertueuse.

**Pouvez-vous mesurer précisément l'impact des politiques régionales sur le taux d'emploi ?**

Non, mais nos performances sont largement supérieures aux diminutions du chômage enregistrées en Flandre et en Wallonie. Il y a quelque chose de plus mené en Région bruxelloise, nous venons de plus de 20% de chômage. En un an, on a sorti un peu moins de 5 700 personnes du chômage.

**A l'emploi ou en formation ?**

Non, ils ont des emplois. Vous dire qu'ils ont tous un contrat à durée indéterminée serait mentir. Mais l'important est de les sortir de l'enlèvement du chômage et restaurer un contact avec le travail. Ces jeunes ne reviennent plus au chômage puisque le chômage diminue. Et cela, sans compter les mesures prochaines qui vont être votées. Le gouvernement bruxellois a adopté l'ordonnance "groupes cibles". Il s'agit d'une réforme des politiques d'aide à l'emploi qui se chiffre à 200 millions par an, réinjectés dans la mise à l'emploi des Bruxellois.

**57%**

**Des actifs bruxellois sont à l'emploi**

Un taux en augmentation, il était de 54% il y a trois ans.

**Pouvez-vous préciser ?**

Il s'agit de recentrer les moyens qui étaient gérés par le fédéral (avant la sixième réforme de l'Etat, Ndlr) vers les demandeurs d'emploi bruxellois. J'ai dû constater que 35% de ces moyens bruxellois étaient affectés à des travailleurs de Wallonie et de Flandre pour travailler dans la capitale.

Ce recentrage va permettre de consacrer jusqu'à 80 millions par an en plus pour les Bruxellois.

**Sous quelle forme ?**

Il s'agira de primes d'activation portées par les demandeurs d'emploi bruxellois qui viendront diminuer le coût du salarial pour l'employeur.

**Pour quels montants ?**

On est sur des montants qui pourront aller jusqu'à 16 000 euros sur deux ans et demi. L'ordonnance doit être votée par le parlement et pourrait, c'est notre souhait, entrer en vigueur dès juillet.